

**Guthrie, Ann. *Don Valley Legacy: A Pioneer History*. Erin, Ontario: Boston Mills Press, 1986. Pp. 213. Illustrations. \$9.95 paper**

**James Lemon**

---

Volume 16, Number 1, June 1987

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1017960ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1017960ar>

[See table of contents](#)

---

Publisher(s)

Urban History Review / Revue d'histoire urbaine

ISSN

0703-0428 (print)

1918-5138 (digital)

[Explore this journal](#)

---

Cite this review

Lemon, J. (1987). Review of [Guthrie, Ann. *Don Valley Legacy: A Pioneer History*. Erin, Ontario: Boston Mills Press, 1986. Pp. 213. Illustrations. \$9.95 paper]. *Urban History Review / Revue d'histoire urbaine*, 16(1), 135–136.  
<https://doi.org/10.7202/1017960ar>

La dernière section intitulée «Les nouvelles pratiques: importance et perspective» pose la question des réactions suscitées par les nouvelles structures institutionnelles et légales mises en place par le gouvernement provincial à la fin des années soixante-dix. Il y est aussi fait mention de la dynamique politique qu'elles ont suscitée au niveau local. Jacques Léveillé, dans le premier texte, perçoit les nouvelles structures mises en place par le gouvernement du Parti québécois comme la plus récente manifestation d'un modèle centraliste qui domine depuis la révolution tranquille les rapports centre-périphérie. Il examine les réactions de différents groupes locaux suscitées par ces structures. Il termine en portant son attention sur l'absence de contre-modèle de gouvernement régional de la part des associations municipales (c'est-à-dire de l'Union des municipalités du Québec et de l'Union des municipalités régionales de comté). Bruno Jean met en opposition, dans le second texte, les tentatives de développement régional qui sont tributaires de l'Etat et celles qui sont le fait de groupes locaux d'autogestion. Il voit se profiler derrière ces tentatives, deux modèles antinomiques de développement régional: un modèle de gestion capitaliste qui conduit à un épuisement des ressources naturelles et un modèle de gestion patrimoniale qui sous-tend une forme d'exploitation qui demeure respectueuse des ressources locales. Le texte suivant, rédigé par René Parenteau, porte sur l'usage fait des modalités de consultation publique mises en place en 1978 par le gouvernement provincial et qui sont devenues une composante essentielle du processus d'élaboration des schémas régionaux, d'évaluation des impacts environnementaux, et de création ou de modification des parcs naturels. Parenteau démontre que le rôle prédominant donné aux experts, a entraîné une évacuation de ces consultations des débats de fond sur les choix politiques qui sous-tendent les décisions gouvernementales. Louise Quesnel remet en question, dans la dernière contribution du livre, la notion selon laquelle la Loi 125 a apporté de profonds changements tant dans la nature du rapport entre le gouvernement et les municipalités que dans les forces sociales impliquées localement dans le processus d'aménagement. Elle ne voit pas dans les stipulations de cette loi, de mesures susceptibles de renverser la tendance centralisatrice qui définit depuis des décennies, au Québec, les relations entre le gouvernement et le niveau local. Elle soutient par surcroît, que la faible participation populaire aux nouveaux mécanismes de consultation, permet aux élus locaux et aux forces économiques du milieu de garder la main haute sur l'aménagement.

Cet ouvrage permet de saisir trois tendances majeures dans la réflexion sur l'aménagement au Québec et au Nouveau-Brunswick francophone. Il y a d'abord les tenants du localisme autogestionnaire qui voient là un instrument de développement régional particulièrement bien adapté à la crise économique que vivent les régions périphériques. Il y a, à l'inverse, les critiques de cette forme de localisme. Ces derniers considèrent que c'est là un écran idéologique masquant l'incapacité des régions sous-développées d'initier

seules une relance de leur économie. Ces positions antinomiques divisent plusieurs des collaborateurs en deux camps distincts. Bien qu'elle ne mène à aucun débat ouvert, la tension entre ces deux perspectives est profondément ressentie à la lecture du livre. Enfin, plusieurs auteurs adoptent un point de vue fort critique à l'endroit des nouvelles structures locales mises en place par le gouvernement du Québec. Loin de les définir comme des innovations aptes à favoriser une délégation de certains pouvoirs, ils les considèrent être avant tout des instruments à visée centralisatrice.

Le plus grand mérite de ce livre est peut-être d'offrir une perspective privilégiée sur l'évolution du contexte socio-politique affectant la société locale au Québec, et plus spécifiquement, sur les récents changements institutionnels touchant les municipalités. Dans plusieurs de ses contributions, les enjeux locaux apparaissent être avant tout tributaires de tendances qui affectent la société québécoise dans son ensemble. Ainsi, certains auteurs relient le nouveau vent de localisme aux courants néo-libéraux qui dominent depuis quelque temps le discours politique au Québec. Dans cette perspective, les mesures à saveur décentralisatrice paraissent être la manifestation d'une tendance au repli de la part de l'Etat québécois. Bonneau et Dionne s'expriment de la façon suivante sur ce sujet: «le discours politique actuel de la décentralisation... est bien ajusté à la nécessaire gestion de la décroissance et à l'apparent désengagement de l'Etat» (p. 108).

Ce livre n'échappe pas à certains des problèmes qui confrontent la plupart des ouvrages de ce genre. Les liens entre les textes sont parfois ténus, et certaines contributions semblent quelque peu forcées à l'intérieur des thèmes du livre. Ces problèmes sont toutefois largement compensés par la qualité des textes et par le fait qu'ils offrent, pris dans leur ensemble, une perspective étendue sur la recherche en cours au Québec et au Nouveau-Brunswick francophone sur les questions reliées à l'aménagement. Ceci en fait un ouvrage indispensable pour quiconque s'intéresse à ces questions.

Pierre Filion  
School of Urban and Regional Studies  
University of Waterloo

---

Guthrie, Ann. *Don Valley Legacy: A Pioneer History*. Erin, Ontario: Boston Mills Press, 1986. Pp. 213. Illustrations. \$9.95 paper.

This study is mistitled and not very coherent, yet it contains a good deal of interesting material. It is primarily about one family from 1825 to 1901 (or to 1944). Between 1831 and the 1901, John Taylor and his descendents were settled in and around the forks of the Don River in what is now

East York. Some of the families with whom Taylors intermarried and were associated within business are described. The book hardly adds up to a history of the Don Valley (at least beyond the forks). Much of the action takes place outside the valley, and the time it covers runs well beyond the pioneer period — though perhaps the subtitle suggests that the study is pioneering! The word “legacy” is ambiguous; it is not at all clear what the Don Valley has left. A better title might have been, say, *The Taylors of the Forks of the Don and their Relations, 1825-1901*.

After a preface describing the earliest settlement of the Don, chapter one discusses from sparse sources the emigrant family from England and its locating in Vaughan Township in 1825. In the next, drawing largely from William Helliwell's diary, early activities in and around the forks and in Toronto of various families such as the Brights, Leas and de Grassies. Chapter three deals with the marriages and families of the four daughters of John Taylor.

From Yeomen to Manufacturers covers Taylor's three sons, John, Thomas and George (though chapter 4 inexplicably begins with a genealogical chart of his grandsons without making clear who were whose sons). We learn little about farming at Thorn Cliff but eventually hear that they started paper mills to supply George Brown's *Globe* with newsprint.

Chapter Five on “Prosperity between 1850 and 1870” brings out their economic strength; for example, John and George served on the Bank of Commerce board when founded in 1866. They did well and built big houses mostly on the main streets at the top the hill. So rich had they become that one son and his wife honeymooned on a private railway car.

George's son William Thomas started the Don Valley Pressed Brick Works in 1890 using the geologically-famous clays, now to be preserved as a museum of natural history (chapter 6). Unfortunately, the housing boom of the 1880s tailed off and so by 1900 the firm was in trouble. But before we learn the outcome, the Davies family has to be introduced in chapter 7, especially the successful brewer's son who married William Thomas's sister.

The real purpose of the book appears in the last chapter, eight. Robert Davies was the chief beneficiary of the failure of his brother-in-law's firm. And we are told that he became so only through shady means. The case supposedly settled in 1902 was reopened in 1914, and taken all the way to the Privy Council. Only the statute of limitations saved Davies (or more precisely his estate). Anyway, in the process the Taylor name was partially vindicated which I surmise is what the author, a descendent, is primarily trying to tell the audience.

A lot of material has been brought together from a wide variety of archival and secondary literature. We learn a bit about papermaking and brickmaking along the way. But the organization is so chaotic that it is incredibly difficult to follow any thread. There are many digressions, non-sequiturs and irrelevant anecdotes (or what seem irrelevant since one cannot be sure what is or is not). In this essentially anti-quarian, self-serving but interesting local history, quite a few errors pop up. For example, St. Lawrence Hall was not City Hall in 1875 or ever (photo p. 139). St. James was not the Anglican Cathedral in 1834; John Strachan became the first bishop only in 1839 (p. 37).

James Lemon  
Department of Geography  
University of Toronto

---

McDonald, Robert A.J., and Jean Barman, eds. *Vancouver Past: Essays in Social History*. Vancouver Centennial Issue of *BC Studies*. Vancouver: University of British Columbia Press, 1986. Illustrations, maps, tables. Pp. 327. \$24.95.

Vancouver, ville choyée par les historiens. En témoignent ces dix articles publiés par *BC Studies* dans son numéro du centenaire de Vancouver. La métropole de la côte ouest n'est toutefois pas seule à profiter de cette attention car l'histoire sociale en général se trouve enrichie de cette collection. Divers objets d'étude de l'histoire sociale sont en effet abordés dans un ordre chronologique: la ville et l'occupation de l'espace urbain, les comportements électoraux, les travailleurs, la maternité, l'éducation, la déviance criminelle, le tout couronné d'un essai historiographique de Patricia Roy.

Pour situer le sujet, Deryck E. Holdsworth décrit d'abord le développement des banlieues et la poursuite de l'idéal de maisons unifamiliales détachées entourées de leur jardin. Toujours à partir de l'occupation géographique du sol, Jean Barman poursuit une analyse démographique de chaque district électoral qu'elle met en regard avec la sélection et l'élection des candidats pour les commissions scolaires. On peut s'interroger sur le choix de ces élections pour lesquelles ne votaient que de 5 à 19% de la population, mais l'auteure conclut que la grande différenciation résidentielle à Vancouver ne s'est pas traduite par des comportements électoraux particuliers. La population vancoûérienne tend plutôt au consensus quel que soit son quartier de résidence.

Diversité géographique, résidentielle et enfin ethnique. A l'encontre des historiens et historiennes qui se sont penchés sur les minorités indienne, chinoise et japonaise en tant que victimes du racisme, Paul Yee nous présente une histoire à succès, celle de la compagnie Sam Kee qui étendait ses activités dans plusieurs sphères du commerce, facilitant ainsi l'adaptation d'un groupe d'immigrants.